

Les capitalistes laisseraient-ils agir cet organisme, « dans les intérêts de la communauté »? Renard lui-même répond: en 1935 (gouvernement Poulet-Vandervelde en Belgique), en 1936 (gouvernement Blum en France), les capitalistes ont immédiatement jeté dans la balance tout leur pouvoir économique pour empêcher des « réformes même modestes ». Cela est tout à fait juste. Mais qu'est-ce que cela signifie? *La bourgeoisie comme classe* est décidée à s'opposer de toutes ses forces à toute tentative de « limiter » son pouvoir. Son atout, c'est sa richesse, avec laquelle elle corrompt, achète, influence de larges portions de la population, avec laquelle elle arme des bandes fascistes ou militaires et déclanchera la guerre civile, s'il s'agit de défendre « ses » usines contre les ouvriers.

Ce n'est pas le « contrôle » d'un quelconque « conseil » qui peut changer quoi que ce soit à cet état de choses. Pour enlever aux banquiers et à tous les capitalistes, « le couteau qu'à chaque instant ils nous mettent sur la gorge » (p. 13), il faut les *exproprier*. A son tour, *l'expropriation de la bourgeoisie suppose la reprise des usines par les ouvriers organisés*. Rejoignant ici les centristes classiques, Renard voit entre la période où les capitalistes sont maîtres à l'usine et celle où l'ensemble des producteurs le sera, une période de « cogestion », où les ouvriers régleraient ensemble « avec des représentants de la direction (?) », la vie de l'usine » (p. 44). Renard oublie que cette direction représente les intérêts de la *classe bourgeoise opposés* à ceux du prolétariat. Une *dualité de propriété* est impossible à l'usine. Face à la propriété bourgeoise doit se dresser le comité ouvrier qui arrache au patronat par la lutte, d'abord le contrôle de la production (dualité de pouvoir), et qui ne peut conserver ce contrôle qu'en lui arrachant l'usine toute entière, et en instaurant sa propre direction.

La question de l'Etat

Dans la question de l'Etat, le point de départ de Renard est aussi exact. Il définit l'Etat, comme nous l'avons cité plus haut, comme le « conseil d'administration des intérêts des capitalistes, une bureaucratie s'appuyant sur l'armée, et la justice; et disposant des fonctionnaires petits-bourgeois pour régenter la société » (p. 26). Il constate que « notre démocratie de 1939 n'était qu'une démocratie bourgeoise où grâce à sa puissance financière, le petit nombre continuait à détenir le pouvoir réel ». Mais il ne comprend pas que cet Etat en tant qu'organisme est entre les mains de la bourgeoisie! Comme dans la question des usines, Renard, en introduisant une confusion entre *contrôle* et *propriété*, pense que l'Etat est seulement « contrôlé » par le capital financier et qu'on pourrait « remplacer » ce contrôle par le contrôle ouvrier.

C'est ainsi qu'il conçoit toute sa « révolution constructive » dans le cadre de l'Etat actuel, sur lequel le prolétariat exercerait un quelconque « contrôle » mystique. Il établit ainsi que « c'est au Parlement qu'il appartiendra de prendre les mesures de nationalisations... nous (l')obligerons par la forte poussée de notre masse » (p. 37). Son « Conseil économique » ne fonctionnera pas en marge du Parlement, mais « recevra de lui des directives générales » (p. 38). Mais derrière ce Parlement se trouvent les hauts fonctionnaires, les cadres supérieurs de l'Armée et de la Justice. Renard lui-même remarque que tous ces éléments ont saboté dans le passé les mesures de réforme même « modestes ». Comment les empêchera-t-il de répéter cette expérience? Renard ignore-t-il

que même après la prise du pouvoir, en Russie, toute la bureaucratie ministérielle entra en grève et refusa de collaborer en quoi que ce soit avec le gouvernement soviétique?

Mais avant la prise du pouvoir, elle n'a même pas besoin de passer à des mesures aussi extrêmes. Elle se contente de mener ses affaires comme si rien n'avait changé, d'opposer son inertie et son sabotage conscient à toute mesure « socialiste » du gouvernement. Encore faut-il poser la question si un gouvernement « parlementaire » prendrait jamais des mesures pareilles!

Ce que Renard ignore et ce qui fait de lui en réalité un réformiste de gauche et non pas un révolutionnaire, c'est la leçon que Marx tira de la Commune de Paris et que Lénine élaborait et exposa dans l'Etat et la Révolution: Pour prendre le pouvoir, le prolétariat ne peut pas « se saisir » des « leviers de commande » de l'Etat bourgeois, il doit détruire les organes de cet Etat (ministères, parlement, justice bourgeoise, armée bourgeoise, etc.) et *construire* à leur place les organes de l'Etat ouvrier: les comités, les soviets et leur organes exécutifs, les tribunaux populaires, la milice ouvrière.

Après avoir défini la « démocratie » belge comme une *démocratie bourgeoise*, Renard arrive à la conclusion exacte qu'il faut « compléter la démocratie politique par une démocratie industrielle » (p. 13). Or, la « démocratie industrielle », c'est-à-dire la gestion de l'entreprise par les ouvriers, ne peut être imposée que si la résistance de la bourgeoisie est brisée. L'arme principale de cette résistance bourgeoise est précisément son *pouvoir d'Etat*. Pour que les ouvriers conquièrent les usines et les conservent, il faut qu'ils soient armés, qu'ils aient éliminé la police, la gendarmerie, et tout l'appareil étatique bourgeois. Pour établir la « démocratie industrielle » il faut d'abord avoir détruit la démocratie bourgeoise et avoir érigé à sa place la démocratie prolétarienne. Cela pose, à son tour, tous les problèmes de la *conquête du pouvoir* et de la guerre civile.

Conquête du Pouvoir ou Réalisation progressive des « Droits ouvriers »?

Renard met souvent l'accent sur la nécessité de « l'action directe ». Mais pour lui, l'action directe « va de la délégation d'usine à la grève générale en passant par l'action dans les commissions paritaires (sic) » (p. 9). Or, c'est *par cette voie* qu'il essaye de réaliser sa « révolution constructive ». Et ce n'est certes pas par hasard qu'il la voit dans cet ordre d'idées, comme « prolongation » de conquêtes telles que le suffrage universel ou la semaine des 48 heures. Son raisonnement est simple, après chaque guerre, la classe ouvrière conquiert de nouveaux droits. Pourquoi ne conquerrait-elle pas après celle-ci le droit de contrôle sur la production et sur toute la vie économique du pays?

En posant la question de cette façon, Renard montre encore une fois qu'il n'est qu'un réformiste. Car c'était précisément la base de la théorie réformiste qu'on pouvait arriver par une voie « constructive », pacifique, par une « lente évolution », à la transformation du capitalisme en socialisme. Voilà pourquoi nous avions raison, quand nous avons prétendu plus haut, que Renard, en partant de la « révolution constructive », en est arrivé en réalité à l'évolutionnisme le plus stérile.

Certes, dans le passé, la classe ouvrière a conquis la semaine des 48 heures et le suffrage universel. Mais ces conquêtes ne dépassaient pas le cadre du régime capitaliste.

La bourgeoisie a pu vivre, et tranquillement entasser ses bénéfices, malgré ces victoires ouvrières. Ils ne constituaient un danger pour le capitalisme que dans la mesure où les partis et syndicats ouvriers en auraient profité pour développer l'éducation révolutionnaire et la préparation pratique à l'action du prolétariat. Ainsi, la conquête de la journée des 8 heures en mai 1917, donnait aux bolchéviks, la possibilité d'utiliser les heures supplémentaires de loisir des ouvriers pour la discussion politique, l'organisation de meetings réguliers et, avant tout, pour l'entraînement des Gardes Rouges. Mais le P.O.B. et la CGTB, loin de transformer ces conquêtes ouvrières en points de départ pour l'action révolutionnaire, les considérèrent au contraire comme « preuves » de l'inutilité de cette action! « Progressivement », on allait tout conquérir de la même façon « pacifique »! Voilà pourquoi la bourgeoisie n'en était pas du tout ébranlée.

Il en va tout autrement avec le contrôle ouvrier de la production. En mettant à nu les rouages intimes de l'économie capitaliste, en découvrant le parasitisme et le gâchis du système, en apprenant à l'ouvrier l'inutilité pratique, économique, du patronat, en lui apprenant à diriger l'économie lui-même, et en s'opposant quotidiennement aux intérêts de la bourgeoisie, le contrôle ouvrier sur la production ébranle jusque dans ses fondements le régime capitaliste. Sa suppression est une question de vie ou de mort pour la bourgeoisie. Son maintien ne peut être décidé qu'en décidant de la question du pouvoir.

Cela apparaît encore plus clairement quand on approche la question d'une autre façon. Les conquêtes ouvrières du passé furent arrachées à la bourgeoisie dans la période *ascendante* du capitalisme. Pendant cette période, le capitalisme, en plein développement, accumulait des bénéfices tellement exceptionnels, les *écluses des surprofits coloniaux* s'ouvraient si largement qu'il pouvait se payer le luxe d'abandonner une parcelle de ses bénéfices à certaines couches ouvrières, afin d'avoir « la paix à la maison ».

C'était la période dans laquelle la possibilité réelle, bien que limitée, de réformes donnait un semblant de « justification » à la théorie réformiste.

Mais depuis lors nous sommes entrés définitivement dans la période *descendante*, décadente, du capitalisme. Ayant conquis le globe tout entier, le capitalisme ne trouve plus de voies d'expansion qu'en se déchirant lui-même, qu'en absorbant sa propre substance. Il est pris inextricablement dans l'ouragan des crises, des guerres et des révolutions. Dans ces conditions, il n'est pas seulement incapable de concéder à la classe ouvrière de nouvelles conquêtes, il est même forcé de lui arracher ses anciens droits.

Si l'action des masses force le « Parlement à consacrer un état de fait dont on nous devra l'établissement » (p. 37), comme il fut le cas en 1936 avec la semaine des 40 heures et les vacances payées, alors la bourgeoisie se voit à son tour forcée d'enrayer par tous les moyens les effets de ces concessions, si bien qu'en juin 1938, deux ans après la grève générale « victorieuse », le prolétariat français vivait déjà avec un standard de vie plus bas qu'avant cette « victoire ». *La stabilisation des victoires économiques* n'est plus possible, sous le capitalisme décadent, *que par la conquête du pouvoir*. Sinon, elle est neutralisée et enrayerée par la politique économique de la bourgeoisie.

Violence, Fascisme et Guerre

C'est parce que Renard en bon réformiste, ne comprend pas la nécessité de la conquête du pouvoir, qu'il prend une attitude de professeur de morale envers la question de la violence. « Nous savons que la violence attire la violence et nous nous méfions des débordements de la force brutale » (p. 9). Comme si le prolétariat avait le choix! Ce n'est pas par hasard que Renard ne mentionne pas du tout le *fascisme* dans sa brochure. Car autrement il aurait été forcé de montrer comment la *bourgeoisie* dans tous les pays, dresse ses organisations armées contre le prolétariat, arme ses bandes réactionnaires, et prépare ses coups d'états pour écraser les organisations ouvrières. L'expérience de l'Autriche de février 1934, où la social-démocratie recula des mois durant afin de ne pas « provoquer » la bourgeoisie, pour se voir forcée enfin de prendre quand même les armes; a définitivement confirmé cette vieille vérité politique: *tout conflit de classe exacerbé est finalement tranché par la violence*.

Celui qui, dans ces conditions laisse à l'ennemi de classe le choix du terrain, des armes, des alliances, et de l'initiative, ne fait que trahir, consciemment ou non, les intérêts de sa propre classe.

Mais, même quand on se place sur le terrain purement « humanitaire », il faut constater que le déclenchement à temps et dans les conditions opportunes, de l'insurrection prolétarienne pour la prise du pouvoir, loin de faire naître « l'excès qui permet l'assouvissement des instincts les plus vils » (p. 10) constitue au contraire le moyen le plus adéquat pour sauver des millions de vies humaines. En mars 1933, les dirigeants sociaux-démocrates allemands donnaient l'ordre à leurs militants armés de ne pas déclancher la guerre civile pour « épargner le sang des ouvriers ». La stabilisation du pouvoir d'Hitler qui en résulta, a cependant coûté déjà 60 millions de vies humaines, autant qu'il y avait d'Allemands à ce moment! Et il reste peu de militants du « Eiserner Front » (organisation armée du parti-social-démocrate allemand) en vie...

Renard ne se comporte pas autrement envers la guerre. Après l'avoir solennellement condamnée comme « guerre impérialiste » (p. 32) il « réprovoque (!) l'usage de la force ». Comment convaincra-t-il les du Pont, Vickers-Armsprong et même les généraux Leclercq et Christison d'en faire autant? Par l'« établissement » d'une cour de justice internationale, d'un organisme pour la distribution rationnelle (!) des débouchés et des matières premières » etc. (p. 32). Comme si l'unique « raison » que les impérialistes entendent, n'était celle de la *lutte pour s'arracher mutuellement* les débouchés et les sources de matières premières, ce qui précisément engendre fatalement les guerres impérialistes! Renard aborde ici la politique en pasteur puritain et non pas en marxiste révolutionnaire.

Partis et Syndicats

Comme Renard n'a pu se libérer des préjugés petits-bourgeois qui jugent la question de la violence d'après des catégories de « justice éternelle »; et sont incapables d'appliquer les critères scientifiques de classes, de leur lutte et de leurs intérêts; de même il aborde la question de la politique et des partis comme le faisaient les socialistes utopistes petits-bourgeois d'avant Marx. D'après lui, « les partis groupent les citoyens selon